

Unité & Action

Et sans tendance
Mars 2026

Conseil National
FSU-SNUipp



DANS L'ACTION !

Déclassement salarial, dégradation des conditions de travail notamment dû à l'insuffisance des moyens pour l'école inclusive, déni de l'expertise pédagogique à force de prescriptions corsetant toujours plus le métier... La situation des personnels des écoles et les menaces que font porter la montée de l'extrême droite sur la société, les institutions démocratiques et l'école publique obligent à une action syndicale toujours plus déterminée, visible dans l'espace public et appropriable par la masse des PE, Psy-EN et des AESH. Malgré les difficultés, le syndicat majoritaire se doit d'être à l'initiative en visant une unité la plus large possible.

Sur la question des moyens, dans un contexte de baisse démographique servant d'alibi au MEN pour supprimer des postes alors qu'il y a, là, un levier historique pour faire "mieux d'école", la FSU-SNUipp doit être à la hauteur des enjeux. Au-delà de la valorisation des luttes locales, il nous faut accélérer le développement de notre campagne afin de donner un tempo commun et constituer un élan collectif à l'échelle nationale comme départementale. La concentration des opérations de carte scolaire sur la deuxième quinzaine de mars est une opportunité d'impliquer une majorité de PE, AESH et Psy-EN dans les mobilisations pour une autre école fondée sur la reconnaissance des personnels qui la font au quotidien. Et de peser toutes et tous pour cet avenir désirable.



Engagé-es pour les
droits des femmes



DANS CE NUMÉRO :

- Remplacement : une priorité
- Pour la direction d'école, maintien des décharges
- Renforcer le métier, envers et contre tout !
- Stratégie syndicale et audience majoritaire
- L'enquête, premier pas vers l'émancipation collective
- 3 questions à Apolline Letowski, co-sd de la vienne (86)



ENJEUX

unite-action.fr

ABONNEZ VOUS À



et soutenez le courant
unitaire de la FSU

REMPLACEMENT : UNE PRIORITÉ

**ON VEUT
DES REMPLAÇANT-ES
DANS LES ÉCOLES**

Les effets désastreux des absences non remplacées sur les conditions de travail des PE et AESH et d'apprentissage des élèves, font de la question du remplacement une préoccupation centrale et une urgence syndicale. La pénurie de personnels s'accroît tous les ans. En lieu et place de recruter les PE nécessaires, le ministère fait le choix de réorganiser le remplacement, avec une gestion unique et départementale. Depuis 2017, cette transformation concerne chaque année des départements, une vingtaine pour la rentrée 2026. La multiplicité des actions menées par les sections départementales doit être un point d'appui pour une lutte nationale, obligeant le ministère à reculer sur l'ensemble du territoire. Cette bataille concerne l'ensemble de la profession : pour les conditions de travail des titulaires remplaçant-es, le devenir des pondérations REP+ et le respect des droits des personnels à s'absenter. Une victoire nationale sur le remplacement améliorerait la situation de l'école, et donnerait confiance à la profession pour s'engager dans les luttes à venir.

POUR LA DIRECTION D'ÉCOLE, MAINTIEN DES DÉCHARGES

Avec 1891 suppressions à la rentrée 2026, la carte scolaire risque de provoquer un nombre de fermetures de classes sans précédent. Ces décisions auront des conséquences sur les décharges de direction et donc sur le fonctionnement des écoles. Une seule fermeture peut entraîner une baisse brutale de décharge dégradant les conditions de travail de toute l'équipe. La FSU-SNUipp doit exiger un moratoire sur toute baisse de décharge. Et dans le même temps, elle revendique une augmentation conséquente du régime de décharge, notamment pour les petites écoles, la simplification administrative et le maintien du modèle d'une direction, animatrice du collectif de travail et non pilote d'une équipe subordonnée. Les directions d'écoles jouent un rôle important dans la lutte collective et notre projet syndical. Elles informent des actions, créent le débat en salle des maîtres et maîtresses et participent à mobiliser la profession. Pour cela, elles doivent continuer à croire que l'école voulue par la FSU-SNUipp est dans l'intérêt de toutes et tous et que l'action syndicale permet d'engranger des victoires pour les conditions de travail.

*Fonctionnement et
direction d'école*

Avec la FSU-SNUipp



exigeons un plan d'urgence

Du temps !  Des moyens !

RENFORCER LE MÉTIER, ENVERS ET CONTRE TOUT !

Alors que le renoncement aux groupes de niveaux dans les collèges pourrait laisser penser que l'action syndicale a fini par triompher du « Choc des savoirs », le premier degré reste soumis aux orientations rétrogrades à travers la généralisation des évaluations nationales, la casse des cycles, l'incitation aux redoublements facteurs d'inégalités scolaires...

Le projet de révision totale des programmes de l'école primaire, hors français/maths déjà revus à la rentrée 2025, s'inscrit dans la poursuite obstinée de la politique éducative blanquérienne déployée depuis 2017 : centration sur un élève théorique idéal-type en réussite, cadrages prescriptifs des pratiques entre « exemples de réussite » et « points de vigilance »...

Cette obstination ministérielle à concevoir des instructions propices au renforcement des inégalités scolaires dans un calendrier contraint place en outre la profession sous pression. Alors même que toutes les enquêtes montrent une profession découragée et épuisée, tous ces nouveaux programmes devraient s'appliquer à la rentrée 2026 !

Il s'agit donc, pour la FSU-SNUipp, de résister par tous les moyens au rouleau compresseur ministériel, en donnant les clés de compréhension à la profession, pour susciter le maintien de pratiques diverses à visée émancipatrice dans l'exercice réel d'un métier de conception. Développons mieux encore nos stages et universités diverses, dans tous les départements. Faisons de ces questions des outils de renforcement de la profession, et de syndicalisation !

STRATÉGIE SYNDICALE ET AUDIENCE MAJORITAIRE

Les évolutions sociologiques de la profession, l'analyse de son comportement électoral et de son rapport au syndicalisme doivent irriguer la réflexion stratégique du syndicat majoritaire.

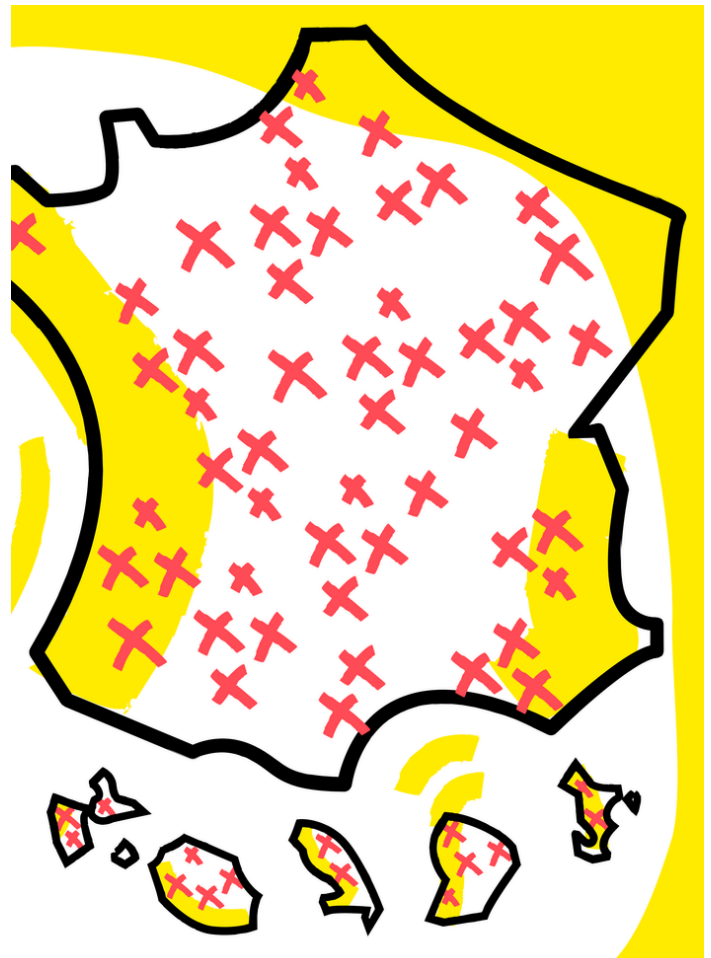
La FSU-SNUipp doit affirmer sa place de premier syndicat de l'école publique. Mais l'influence ne se décrète pas, elle se construit sur une analyse fine du terrain. Face à une abstention qui se structure aux environs de 60 %, notre défi est de transformer la sympathie diffuse en un vote d'adhésion massif. Le comportement électoral des professeur-es des écoles (PE) ne relève pas du hasard. Il est le produit de dynamiques sociales et professionnelles que nous devons intégrer pour affiner nos interventions. L'habitus des PE est au cœur de notre analyse. Cet ensemble de dispositions acquises, analysé par Bourdieu, explique pourquoi certains collègues voient le syndicalisme comme une évidence, tandis que d'autres s'en distancient. Cependant, cet habitus n'est pas figé. La sociologie des enseignant.es est en mutation et la culture enseignante change fortement. Le vote "naturel" est en recul et le syndicat doit travailler sur sa stratégie pour continuer à rassembler massivement. Comme le souligne la sociologue Cécile Guillaume, le syndicalisme doit impérativement intégrer la féminisation de la profession. Les carrières hachées et la charge mentale des collègues femmes modifient le rapport à l'engagement.

Contre l'épuisement militant, rationaliser l'action

Mais le « désenchantement syndical » décrit par le politologue Dominique Labbé n'est pas une fatalité. Si la syndicalisation baisse globalement, la FSU-SNUipp maintient un maillage serré. Les travaux de Laurent Frajerman mettent en lumière une dualité dans l'engagement. D'un côté, l'adhérent-e « usager-ère » sollicite le syndicat pour une protection individuelle ou un appui technique (suivi de carrière, mutations).

L'ENQUÊTE, PREMIER PAS VERS L'ÉMANCIPATION COLLECTIVE

Selon la politiste Sophie Bérout, l'enquête syndicale est bien plus qu'une collecte de données ; c'est un acte de présence et un outil de « pré-syndicalisation ». En interrogeant les personnels sur leurs conditions concrètes de travail, nous rompons l'anonymat et le sentiment d'illégitimité — ce « cens caché » théorisé par le politologue Daniel Gaxie — qui frappe celles et ceux qui se sentent démunis face à la complexité administrative. Il y a un réel enjeu, en particulier sur les circonscriptions éloignées des sections à utiliser l'enquête comme outil de maillage du territoire.



De l'autre, l'adhérent-e « militant-e » s'inscrit dans un « milieu décisionnel », porté par des réseaux de sociabilité et une identité de groupe forte, comme l'analyse aussi le politologue Frédéric Sawicki. Notre organisation doit donc savoir s'adresser aux deux : être un outil pratique pour les un-es et un espace de sens collectif pour les autres.

Puisque nos équipes militantes sont en nombre limité, nous ne pouvons pas être partout de la même manière. L'objectif est d'investir là où notre présence produira le plus de leviers. Il faut lutter contre l'épuisement militant en rationalisant notre action. Ainsi réfléchir à notre stratégie d'action en classant par exemple les circonscriptions en fonction de notre implantation du bastion au désert en passant par les zones à renforcer ou à « conquérir », peut nous permettre de mieux cibler les tournées d'école ou les relances téléphoniques en fonction des objectifs lors d'une campagne militante, d'une action de syndicalisation ou pour la campagne des élections professionnelles. Enrichir l'analyse stratégique pour ne pas corseter l'activité syndicale dans un carcan idéologique est un travail qu'UA&ST se doit de poursuivre sans relâche.

3 QUESTIONS À :

Apolline Letowski, co-secrétaire
départementale de la Vienne (86)



« LES ÉLÈVES ET LES PERSONNELS ONT BESOIN DE
“MIEUX D'ÉCOLE” »

1 Quels sont les effets des suppressions de postes dans le département ?

L'an dernier, le département a déjà dû rendre 10 postes, ce qui s'est traduit par une trentaine de fermetures de classes. Aujourd'hui, avec 29 postes à rendre au ministère, nous estimons de 50 à 60 le nombre de fermetures de classes. Une école sur cinq serait concernée ! Nous craignons que la Dasen ponctionne aussi les postes hors la classe comme les brigades de formation continue, les brigades d'appui dont le rôle est d'apporter soutien et réponse lors de situations très difficiles dans les écoles et plus généralement tous les postes de remplaçants. Un scénario inacceptable vu les difficultés quotidiennes auxquelles sont confrontés les collègues. En effet, la profession nous fait remonter, via les fiches SST, de nombreuses situations explosives avec des élèves en grandes difficultés comportementales et en grande souffrance. De plus, les mi-temps thérapeutiques et les arrêts longs se multiplient.

2 Quelles propositions porte la section ?

Nous remettons en avant le “Plus de maîtres que de classes” (PDMQDC). Nous proposons de ne pas supprimer de moyens pour l'école parce que les élèves et les personnels ont besoin de “mieux d'école”. Dans l'urgence, quand une école va mal, les personnels en surnombre sont une réponse efficace. Quand l'administration arrive au bout de ce qu'elle peut mettre en place, elle-même propose des brigades d'appui ou des remplaçants en surnombre. Pour notre département, il faudrait une trentaine de PDMQDC intervenant sur des secteurs assez restreints, rattachés à une école. Ils interviendraient en surnombre pour faire baisser la pression dans l'urgence mais aussi pour être des appuis pédagogiques au quotidien. On ne peut pas accepter de faire mieux d'école avec beaucoup moins. La carte scolaire doit être un outil pour améliorer l'école.

3 Comment mobiliser la profession ?

Une alerte sociale axée sur les conditions de travail avec des éléments chiffrés issus des fiches SST va être déposée à travers laquelle nous demandons à la Dasen de répondre dans l'urgence par la création de postes de PDMQDC. Le 26 mars, jour du CSA académique avec la présence des quatre Dasen au rectorat et jour du CSA départemental, nous appelons intersyndicalement la profession à se rassembler, à se mettre en grève pour exiger un autre avenir pour l'école. Au cours de cette même semaine, nous organisons aussi deux journées de stage sur la question de la santé mentale avec la présence d'intervenants. L'idée est d'avoir des temps de réflexion sur des problématiques de métier mais aussi d'offrir des moments pour souffler et échanger entre pairs. Depuis les dernières élections professionnelles, nous avons rencontré plus de 800 collègues lors de stages ou RIS. Ces temps collectifs où la profession nous identifie comme « le » syndicat sont indispensables pour créer du lien. Un lien que nous saurons réactiver au moment des prochaines élections professionnelles.

« Nous appelons intersyndicalement la profession à se rassembler, à se mettre en grève pour exiger un autre avenir pour l'école »

A vos agendas !

Mars

- Séminaire en visio : Lundi 30 mars à 17h30

Mai

- séminaire pré-CN en hybride : Mardi 19 mai 17h30-19h30
- réunion mi-CN : Mercredi 20 mai 18h-20h

Ont participé à ce numéro :

Virginie Aklouat, Elise Arnol, Franck Brock,
Magdalena Conca, Marie Denis, Marc Enjalbert,
Aurélie Gagnier, Sarah Hamoudi-Wilkowsky, Marie-Helene Plard,
Nelly Rizzo, Fabienne Rouvrais, Rachel Schneider, Nicolas Wallet

Unité & Action

Et sans tendance

Adhérez à Unité et Action et Sans
Tendance et soutenez le courant dans
la FSU-SNUipp

L'association a pour objectif de développer notre tendance et de lui apporter les moyens nécessaires à son fonctionnement. Au sein de la FSU-SNUipp, adhérez à l'association “Unité et Action et Sans tendance”



helloasso

ua-snuipp-fsu.fr

U & A
Et sans tendance